

Enquête publique relative à la Déclaration de projet d'extension de la Zone d'Activité Economique (ZAE) des Platières portée par la Communauté de Commune du Pays Mornantais (COPAMO) susceptible d'emporter la mise en compatibilité des Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes de Mornant, St Laurent d'Agy et Beauvallon (69)

Relevé de conclusions de la rencontre préparatoire du 11/07/2019 – 14 h- organisée à la Direction Départementale des Territoires du Rhône (DDT) en présence de :

- **M. BIOT, Adjoint au maire de Mornant, conseiller communautaire,**
- **Mme. Delphine NAILLON, Responsable du développement économique à la COPAMO,**
- **Mme. Véronique BEAUD, Responsable de l'unité Procédures Administratives et Financières, SPAR, DDT,**
- **Mme Jenny GUILLY-LEMAIRE, UPAF, SPAR, DDT,**
- **M. Serge MONNIER, commissaire enquêteur.**

Objet : Préparation de l'enquête publique unique envisagée du 14 octobre au 16 novembre 2019.

- Point sur l'avancement des procédures et du dossier,
- Organisation de l'enquête.

Le projet d'extension du parc d'activité de la Platières sur les communes de Mornant, St Laurent d'Agy et Beauvallon est porté par la COPAMO dans le cadre de ses compétences communautaires relatives au développement économique et à l'aménagement de zones d'activités d'intérêt intercommunal. Cette zone d'activité actuellement de 65 ha fait l'objet d'un projet d'extension initialement de 39 ha réduit à 21,7 ha pour tenir compte, comme l'indiquent en réunion les représentants de la COPAMO, des objectifs de protection des enjeux environnementaux et agricoles. Le dossier comporte une notice destinée à démontrer que cette opération répond à des objectifs d'intérêt général. En corollaire, les Plan Locaux d'Urbanisme en vigueur sur les communes de Mornant, St Laurent d'Agy et Beauvallon n'admettant pas ce type d'utilisation du sol, une procédure de mise en compatibilité est portée par ces communes.

1) Point sur l'avancement des procédures et du dossier :

- *Evaluation environnementale* : Le dossier initialement déposé en février 2019 a été complété par un rapport d'évaluation environnementale suite à un examen au cas par cas par l'autorité environnementale. Le dossier ainsi complété a été soumis à l'avis de l'autorité environnementale le 2 juillet 2019. Le délai de réponse de l'autorité environnementale court jusqu'au 2 octobre 2019. Il est rappelé que cet avis ou le justificatif de réponse tacite doit être obligatoirement joint au dossier soumis à l'enquête publique. A cet égard le commissaire enquêteur appelle l'attention du porteur de projet sur l'éventualité d'une réponse à apporter à l'avis de l'autorité environnementale avant l'enquête publique. Ce dernier indique que la concertation préalable avec la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) a permis de répondre aux principales préoccupations environnementales ayant conduit à réduire le périmètre du projet selon la méthode Eviter Réduire Compenser.
- *Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF)* : Les avis des PPA ainsi que celui de la CDPENAF seront joints au dossier soumis à l'enquête et pris en compte

par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions. Il est précisé que la CDPENAF se réunit le 9 septembre 2019 et que son avis sera disponible dans les jours suivants.

- *Réunion d'examen conjoint* : Le PV de la réunion d'examen conjoint sera disponible courant juillet 2019 et le bilan de la concertation du droit d'initiative avec garant du débat public sera fourni prochainement.
- *Compléments demandés au dossier* : Le commissaire enquêteur et la DDT demandent que le dossier soit complété sur la présentation du cadre juridique de l'enquête conformément :
 - au 3° de l'article R123-8 du code l'environnement par la mention des textes qui régissent l'enquête, l'indication de la façon dont elle s'insère dans la procédure administrative relative au projet, les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation,
 - Au 6° de ce même article par la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le maître d'ouvrage a connaissance (dérogation espèces protégées, loi sur l'eau...).

2) Organisation de l'enquête publique :

- a) Dates d'enquêtes : Lundi 14 octobre 2019 au samedi 16 novembre 2019 aux heures d'ouvertures des mairies.
- b) Permanences du commissaire enquêteur :

Jours de permanences	heures	lieux
Lundi 14 octobre 2019	9 h – 12 h	Mairie St Laurent d'Agnay
Mercredi 23 octobre 2019	9 h – 12 h	Mairie Chassagny
Mercredi 30 octobre 2019	14 h -17 h	Siège COPAMO
Vendredi 8 novembre 2019	9 h – 12 h	Mairie Mornant
Samedi 16 novembre 2019	9 h – 12 h	Mairie Chassagny

- c) Registres :
 - 4 registres papiers sont prévus dans les 3 mairies et le siège de la COPAMO.
 - 1 registre dématérialisé géré par le prestataire informatique de la COPAMO – Sté PROXIVAL- sera ouvert à l'heure d'ouverture des mairies lundi 14 octobre 2019 et fermé le samedi 16 novembre 2019 à 12 h.
 - 1 adresse internet de l'enquête publique sera ouverte pour recueillir les mails adressés au commissaire enquêteur.
- d) Publicité réglementaire :
 - par annonces légales dans la presse locale – Essor et Le Progrès- avant le 27 septembre 2019 et rappelée dans les 8 premiers jours de l'enquête.
 - Par voie d'affiches 15 jours au moins avant l'enquête dans les mairies, au siège COPAMO et sur les lieux de la ZAE (6 panneaux).
- e) Autre publicité :
 - Possibilité d'annoncer l'enquête dans le cadre de la communication avec garant sur la concertation,
 - Dans le magazine économique COPAMO « Ecozone »,
 - Dans les bulletins communaux.

Le commissaire enquêteur,

Serge MONNIER